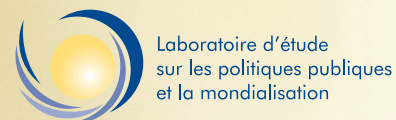


Cahier de recherche

Société civile et médias alternatifs aux Sommets du G8 - G20 de 2010 à Toronto

Louis Jean
Candidat à la maîtrise en management international





Laboratoire d'étude
sur les politiques publiques
et la mondialisation

Société civile et médias alternatifs aux Sommets du G8 - G20 de 2010 à Toronto

LOUIS JEAN¹

Le poids grandissant de la société civile et des médias alternatifs incite les gouvernements et les institutions internationales à leur prêter une attention particulière dans leur exercice de relations publiques. Le traitement de ces acteurs alternatifs lors des rencontres « au sommet » est toutefois en pleine redéfinition. L'expérience canadienne de 2010 laisse craindre que lors des prochains G8 et G20, ces acteurs pourraient être de plus en plus tenus à l'écart des Sommets, et ce en vue d'assurer un contrôle accru de l'information. Dans le but de dresser un tableau de cette question, nous examinerons le traitement accordé à la société civile et l'organisation des médias activistes pour assurer la couverture des événements. Les principes de gouvernance mondiale ont amené les États à faire preuve de plus de transparence et d'ouverture face aux acteurs non gouvernementaux. L'expérience des Sommets de 2010 accrédite la possibilité d'un changement de paradigme en ce qui a trait à la répartition des rôles et du pouvoir entre le gouvernement et la société civile.

¹ Version remaniée du rapport de stage d'immersion effectué par l'auteur au Centre international des médias (CIM) lors des Sommets du G8 et du G20 de 2010 à Toronto. Louis Jean, candidat à la maîtrise en administration publique à l'ENAP, y était responsable du canal d'information francophone du diffuseur hôte.

Introduction

En juin 2010, la tenue de deux sommets internationaux en Ontario marquait une première pour le Canada et la communauté internationale : jamais auparavant deux événements d'une telle envergure n'avaient été orchestrés simultanément. La conjoncture économique ainsi que le rôle nouveau du G20 en tant que principale instance de régulation de l'économie internationale en accentuaient aussi l'importance. Pour un pays de puissance moyenne voyant son influence diluée par la transition du pouvoir du G8 au G20, les Sommets représentaient une occasion d'aller chercher du capital politique.

Le gouvernement ne lésina donc pas sur les ressources pour tenir ces événements, dont il confia l'organisation technique au Bureau de gestion des sommets (BGS), organisme créé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. La gestion politique fut quant à elle assurée par le Bureau du premier ministre (BPM). Pendant les 14 mois précédant les Sommets, le BGS s'affaira à mettre en place les installations pour accueillir les milliers de journalistes qui allaient couvrir les événements. Bien que le gouvernement possédait une expertise dans la préparation de telles rencontres, il dut jongler avec une question délicate en l'absence de vrais précédents : quel traitement et quel type d'accès donner aux médias alternatifs et aux représentants de la société civile ? Après avoir analysé la question pendant plus de 11 mois, le gouvernement en vint à une solution novatrice, que nous tenterons d'exposer dans la première section.

Parallèlement au centre de presse mis sur pied à l'intention des médias alternatifs et de la société civile par le BGS, un groupe de médias « activistes », réuni à l'initiative du réseau Toronto Media Co-op, décida d'organiser son propre centre de presse dans la tradition altermondialiste, lequel fonctionna tout à fait différemment du Centre des médias alternatifs officiel (ce qui fera l'objet de la deuxième section).

Avant d'aborder ces deux thèmes, il convient d'avoir une vue d'ensemble des médias présents aux Sommets ainsi que des services associés à chaque centre de presse. De

façon générale, le traitement réservé aux médias vise à appuyer, gérer ou restreindre les deux grandes fonctions qu'ils assument, soit la collecte d'information et la diffusion du produit médiatique.

Situé à quelques centaines de mètres du Centre international des médias (CIM), le Centre des médias alternatifs (CMA) accueillait tous les représentants d'organismes qui, selon la définition classique du terme ou le jugement du BGS, ne se qualifiaient pas comme médias professionnels. Le BGS affichait pourtant sa fierté de donner accès à ces représentants, faisant valoir que les services du CMA seraient essentiellement « les mêmes » que ceux offerts au CIM. Quelque 215 personnes se sont prévaluées d'un laissez-passer pour le CMA.

Le CIM accueillait tous les médias professionnels qui n'avaient pas été invités à accompagner les délégations nationales, et qui couvraient donc les événements à leur propre initiative. À trois kilomètres à l'ouest du lieu de travail des chefs d'État, on installa tous les services pour répondre aux besoins des quelque 2 660 représentants des médias qui se sont présentés, parmi lesquels figuraient 1 850 journalistes. Outre les services techniques (Internet, téléphone, liens audiovisuels, positions plateau, etc.), le CIM s'appuyait sur un diffuseur hôte chargé de filmer et de transmettre, sur quatre canaux, la couverture en direct et en différé des événements. Ce service, mis en place principalement pour faciliter la tâche aux diffuseurs audio et télévisuels et pour diminuer le nombre de caméras dans les salles de presse, s'accompagnait de services d'archives vidéo, de conversion de formats et de webdiffusion. De plus, le diffuseur hôte était chargé de projeter, sur des écrans géants, un canal d'information présentant l'horaire des activités importantes, dont les conférences de presse, les événements officiels ainsi que l'horaire et les points de rencontre pour les groupes de journalistes voulant assister à des conférences de presse restreintes. Le CIM comptait aussi des salles pour les conférences de presse — parfois ouvertes à tous les médias du centre, mais autrement limitées aux seuls médias nationaux — ainsi que des services logistiques et techniques.

1. Gestion officielle de la société civile et des médias alternatifs

La popularité croissante des nouveaux médias et des médias alternatifs pousse les organisations à leur accorder une certaine importance lors des rencontres internationales. Se dissociant de la forme journalistique classique, selon laquelle le journaliste s'efforce d'être le plus objectif possible, ces médias proposent souvent « une relation entre l'auteur et le lecteur dans laquelle des liens épistémologiques peuvent être établis à propos de la nature du journalisme et de ses artisans » (Atton 2007, 77).

La particularité de ces médias ne repose donc pas sur le contenu, mais bien sur la façon de concevoir le journalisme et de le pratiquer, c'est-à-dire « la façon dont les lecteurs et l'auteur peuvent se réunir pour donner un sens à l'information » (ibid.). Notons par ailleurs que ce type de journalisme n'est pas nouveau en soi, le journalisme littéraire que pratiquaient Jack London et George Orwell étant en effet très similaire. La nouveauté réside plutôt dans les formes et la place grandissante de ces médias, qui incluent principalement les publications de la société civile, les blogueurs, les médias communautaires ou alternatifs, les comités d'experts et les universitaires.

Devant l'intérêt de ces acteurs à couvrir les événements des Sommets, le BGS se devait d'élaborer une structure pour répondre à leurs besoins. Différentes approches avaient été adoptées à cette fin lors des sommets et rencontres internationales précédents : la rencontre sur le Climat à Copenhague en 2009 et les derniers Sommets du G8 et du G20 avaient généralement traité les représentants de la société civile et les journalistes sur le même pied, à l'exception du G8 de Heiligendamm en 2007, qui avait exclu la société civile du centre de presse. Avant d'aborder en détail les choix qui ont été faits pour les Sommets de 2010 au Canada, tentons de contextualiser le rôle de la société civile dans le processus politique et les besoins des ONG.

1.1 Importance nouvelle de la société civile

La société civile, parfois appelée monde associatif ou cinquième pouvoir, se définit sur la base de ses différences par rapport aux secteurs public et privé. Elle comprend,

entre autres, les ONG, les mouvements sociaux, les syndicats, les institutions religieuses, les fondations, les intellectuels et les groupes de consommateurs. Dans ce cahier, nous nous attarderons davantage aux ONG puisqu'elles représentaient la majorité des acteurs de la société civile présents au CMA.

Dans la décennie suivant la chute du rideau de fer, les ONG ont distribué davantage d'aide que l'ensemble du système des Nations Unies (De Senarclens 2005, 251), et un millier d'entre elles ont pu profiter d'un statut consultatif au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (Youngs 2004, 139). Leur intégration dans le processus interne de l'ONU est d'ailleurs largement acquise, allant de la simple consultation technique dans les groupes de rédaction restreints à la conception de conventions. Par exemple, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination fut conçue par le secrétariat de Greenpeace (Braithwaite 1999, 277). La Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, grande fierté de la diplomatie canadienne, ne fut en réalité que l'aboutissement d'une campagne de grande envergure d'une coalition d'ONG mise sur pied par Handicap International cinq ans plus tôt (De Senarclens 2005, 252).

Au cours des deux dernières décennies, plusieurs autres organisations internationales ont intégré la société civile dans leurs activités ou adapté leurs politiques en réponse à son influence grandissante — qu'on pense aux nombreuses consultations officielles des ONG par la Banque mondiale, dans les années 1990 (ibid., 253), à la participation indirecte des associations de consommateurs dans les négociations de l'OMC (ibid., 248) ou à l'initiative Open Forum Davos, du Forum économique mondial, qui vise à ouvrir le débat sur la mondialisation au public et à la société civile.

Dans les années 1990, un nombre considérable d'ONG ont vu le jour, notamment en raison de la révolution des communications et de l'espace laissé vacant par le désintérêt envers l'État qui a suivi l'effondrement de l'empire soviétique. Aujourd'hui, le secteur non gouvernemental continue de croître, le nombre d'ONG s'élevant à plus d'un million si on compte celles qui n'œuvrent pas au niveau international (Kettl 2000,

491). Ce secteur fournit de l'emploi à 19 millions de personnes et génère un chiffre d'affaires de plus de 1,1 billion \$US, ce qui en fait le huitième secteur économique au monde (CCSS 1999). D'après le *Guide sur les institutions à but non lucratif* de l'ONU, en incluant la contribution des bénévoles, le secteur non gouvernemental au Canada représenterait 7,2 % du PIB, ce qui classe le pays en tête du peloton des pays recensés (Salamon, 2007).

La Banque mondiale commença à appeler à la bonne gouvernance dans les années 1990, soulignant la nécessité d'une « forte société civile participant aux affaires publiques » (World Bank, 1994, vii). Les gouvernements devaient donc accepter un rôle accru de la société civile dans cette nouvelle ère de gouvernance, où « une structure internationale pluraliste agit en tant qu'intermédiaire entre le gouvernement et le peuple [...] Cet intermédiaire devait rendre les gouvernements responsables et représenter une force qui équilibre les pouvoirs de l'État » (Williams 1996, 164).

En d'autres termes, les ONG internationales sont dorénavant perçues comme des « défenseurs des enjeux du peuple plutôt que de l'État [...] et représentent une nouvelle dynamique embryonnaire de démocratie participative à l'échelle globale » (Youngs 2004, 139), dans un monde où le pouvoir est de plus en plus réparti entre les gouvernements, les entreprises privées et la société civile. Nous nous retrouvons dans une situation où « l'État est discipliné par la société et la société par l'État » (Williams 1996, 157).

La société civile ne peut toutefois pas gouverner directement, comme le font les gouvernements. Elle doit plutôt travailler sur le terrain extra-institutionnel, en faisant ce qui est communément appelé la « gouvernance avec les gouvernements ». En critiquant les gouvernements, en les guidant et en les informant, les ONG doivent savoir utiliser leur pouvoir discret (*soft power*) pour provoquer des changements de comportement. Ainsi, elles réussissent même à capter l'attention de gouvernements traditionnellement moins à l'écoute des discours sociaux. En 2003 par exemple, on a surpris Vladimir Poutine à participer à un Forum civique dans lequel les dirigeants d'ONG commentaient les politiques russes (SustainAbility 2003, 9).

Le cas n'est pas fortuit puisque « les grandes ONG ont la capacité de produire des données et des analyses allant à l'encontre des positions défendues par les États et des institutions intergouvernementales » (De Senarclens 2005, 252). La société civile a aussi un rôle d'évaluation qu'il ne faut pas sous-estimer. En effet, les gouvernements sont de plus en plus jugés par les groupes tels que Transparency International et Amnistie internationale. Les rapports de ces organismes peuvent avoir un impact assez faible sur les pays occidentaux mais être autrement plus dommageables pour les pays en développement.

Les sommets internationaux sont donc généralement à l'écoute de la société civile pour mobiliser son appui en faveur des politiques adoptées en matière d'environnement ou d'aide internationale. À ce chapitre, notons qu'en raison du nouveau mandat du G8 (le développement), on pouvait s'attendre en 2010 à une relation plus étroite avec la société civile.

La relation entre les gouvernements et la société civile en est généralement une de proximité. Par exemple, signe d'appui au Forum du G8 de 2005 à Gleneagles, les acteurs majeurs de la société civile avaient organisé leur manifestation une semaine avant celle que devaient tenir les opposants déclarés à l'événement (groupes d'artistes, mouvements anarchistes, partis d'extrême gauche, etc.). Au G8 tenu en Russie, l'année suivante, après une rencontre entre Vladimir Poutine et les membres de la société civile, la directrice de la Commission des droits de l'homme du gouvernement russe et coordonnatrice de Civil G8, Ella Pamfilova, avait affirmé que les ONG et la société civile avaient réussi à influencer le Forum. Elle espérait par ailleurs que la proximité des deux groupes perdure, et que l'habitude des nombreuses rencontres de préparation avec les sherpas des pays membres s'enracine lors des futures rencontres (Civil G8 2006).

Pour être en mesure de gouverner en dehors des institutions, les ONG doivent par contre avoir accès à un élément essentiel : les médias. Après avoir appris à parler le même langage et coopéré avec eux pendant plusieurs années, les ONG ont désormais une légitimité auprès des médias de masse. Lorsque ces médias ont besoin de

commentaires, d'analyses, de mise en contexte ou qu'ils veulent faire valoir le revers de la médaille, ils se tournent donc souvent vers ces organisations.

1.2 Les besoins des ONG

Lors d'événements internationaux, le premier besoin des ONG est l'accès à l'information. Elles doivent être en mesure de suivre le fil des événements pour réagir dans les délais imposés par la presse et ainsi exercer leur pouvoir discret. Dans ce genre d'événements, l'information arrive souvent sous forme de communiqués ou à la faveur de conférences de presse. En filtrant les nouvelles, les ONG doivent déterminer quels commentaires seraient susceptibles d'intéresser les journalistes.

Tout comme les journalistes, les représentants d'ONG doivent disposer d'un espace de travail pour réfléchir et écrire leurs textes. Cet espace peut être équipé de micros et d'éclairage et se prêter à des conférences de presse. Un accès téléphonique local peut aussi représenter des économies importantes pour les membres de la société civile, qui dépendent souvent de leur téléphone portable relié au réseau d'une autre ville.

Ces besoins sont toutefois insignifiants par rapport à celui de l'accès aux journalistes. En effet, l'intérêt des ONG à l'égard des événements internationaux n'est pas seulement de faire la cueillette d'information pour orienter leurs programmes, mais bien et surtout d'assurer la diffusion, auprès du grand public, de l'information visant à influencer le jeu politique.

1.3 Traitement de la société civile aux Sommets de 2010

Le traitement que les gouvernements réservent à la société civile peut varier en fonction de plusieurs facteurs. Certains gouvernements perçoivent les ONG comme des mouvements qui n'expriment que les inquiétudes et les frustrations du peuple, alors que d'autres les voient comme une force positive qui participe à la gouvernance mondiale. Quoi qu'il en soit, les ONG peuvent représenter une menace concrète dans un sommet politique, où des décisions difficiles doivent parfois être prises. En ce sens,

elles constituent une force à prendre en considération, surtout dans le cadre des relations publiques.

Le sort de la société civile durant les Sommets de 2010 a été négatif à plusieurs égards. Dès le départ, plusieurs signes laissaient deviner une approche d'endiguement. En effet, la décision de créer un centre des médias alternatifs n'a été prise que trois mois avant l'événement (reflet de la faible priorité de ce dossier), ce qui laissait peu de temps aux organisateurs pour faire un travail de qualité. Par ailleurs, dans un geste où la transparence ne brillait pas, le gouvernement n'a annoncé la place qu'il allait accorder à la société civile que huit jours avant les événements.

Le CMA était séparé du CIM par une clôture et par des contrôles de sécurité. Mais si les services devaient être pareils dans les deux centres, comme l'affirma le BGS, pourquoi ne pas avoir installé la société civile dans les mêmes locaux que les journalistes ? C'est que cette mesure visait principalement à restreindre l'accès de la société civile aux représentants des médias et à contrer leur quête d'information. Les installations physiques — tables, chaises, téléphones, Internet, nourriture, etc. — étaient en réalité la seule similitude entre les deux centres.

Certaines ONG ont été très surprises du traitement auquel elles ont eu droit. Ce fut le cas de CARE Canada, qui avait travaillé avec la ministre de la Coopération internationale, le sherpa canadien et le BPM tout au long de l'année, fournissant de l'information contextuelle et conseillant le gouvernement sur le dossier de la santé maternelle, enjeu central du G8. Ce travail préalable reflétait bien la gouvernance multiniveau, soit un travail de coopération avec la société civile, et traduisait une forme de délégation de pouvoir aux acteurs non gouvernementaux en fonction de leur expertise.

Or, il semble que le gouvernement avait décidé de limiter le rôle des ONG à ces activités et qu'il ne cherchait pas à profiter d'une légitimité accrue grâce à l'appui de la société civile dans l'exercice de relations publiques qui suivrait l'annonce des mesures liées à la santé maternelle et infantile. Ainsi, les représentants de CARE Canada se sont sentis « trahis » par le gouvernement. Ils ont interprété leur refoulement au CMA

comme une invitation à ne pas commenter les mesures adoptées par les pays membres du G8. Cette mise à l'écart rappelle une situation analogue survenue en 2005, alors que les ONG britanniques avaient cautionné le plan d'action du G8 concernant l'aide internationale et les changements climatiques. Elles se sont par la suite senties flouées, comme l'a relevé *The Alternative Media Handbook* : « Même les principales ONG ont par la suite réalisé qu'elles avaient commis une erreur de relations publiques. Les résultats du G8 étaient loin de ce qu'elles avaient espéré, et [le chanteur] Geldof, sans les consulter, a déclaré que la rencontre avait été un énorme succès pour les moins bien nantis » (Sam et Annie 2007, 82).

La distance que le gouvernement canadien a prise par rapport aux ONG peut s'expliquer, entre autres, par sa perception de la société civile comme une menace à l'atteinte des résultats voulus. L'un des grands objectifs du Canada était d'assurer la pérennité du G8 en démontrant qu'il avait toujours une raison d'être. Pour ce faire, il devait convaincre les pays membres de contribuer significativement au principal objet de la rencontre : l'initiative sur la santé maternelle et infantile. Car si l'initiative ne récoltait pas d'appuis financiers suffisants, les ONG remettraient en question l'existence de ce Forum d'une grande importance pour le Canada.

Et c'est bien ce qui se produisit. La majorité des ONG ont publié des communiqués critiques à l'égard de l'initiative sur la santé maternelle et infantile. Tandis que seulement cinq des plus importantes ONG présentes y voyaient d'excellentes nouvelles (Save the Children, Women Deliver, Global Health Council, World Vision et UNICEF), trois autres émirent des commentaires mitigés (CARE, WWF et ONE Campaign) et dix se déclarèrent très déçues des résultats (Global Call to Action Against Poverty, The Climate Action Network, The Global Campaign for Education, Plan, Make Poverty History, Greenpeace, Oxfam, Catholic Agency for Overseas Development, Action Aid et la Confédération syndicale internationale). Plusieurs de ces ONG ébranlèrent davantage la crédibilité du Forum en soulignant le non-respect des engagements pris à Gleneagles en 2005. Certaines faisaient aussi valoir que la nécessité d'inclure des donateurs privés était un signe du déclin des pouvoirs du G8. D'autres tentèrent de placer cette nouvelle initiative dans le contexte de gouvernance

Harper : elles ont rappelé sa position sur l'avortement – débat qu'il voulait éviter à tout prix — et les récentes coupures dans les subventions aux groupes de femmes.

Une autre raison peut expliquer ce geste d'endiguement de la société civile : la mauvaise relation qu'entretenaient les ONG avec le gouvernement conservateur. Les théoriciens Keohane et Nye considèrent que l'action des ONG dans la chaîne de gouvernance devrait être insérée dans des réseaux et maintenue à un niveau minimal. Les ONG doivent utiliser leurs réseaux pour participer à la gouvernance, disent-ils, sans toutefois dépasser une certaine limite de « tolérance » des gouvernements nationaux :

« Governance at the global level will only be acceptable if it does not supersede national governance and if its intrusions into the autonomy of states and communities are clearly justified in terms of cooperative results. »
(Keohane 2000, 14)

Il se peut que les ONG aient tout simplement dépassé ce seuil de tolérance en critiquant les politiques conservatrices non seulement dans les forums internationaux, comme à Copenhague en 2009, mais aussi sur la scène nationale. Incapables d'établir une dynamique de coopération avec le gouvernement canadien, les ONG pouvaient s'attendre à en payer le prix, d'autant plus que ce gouvernement n'est pas réputé pour sa tolérance à la dissidence, ayant d'ailleurs récemment coupé les vivres à deux organisations critiques à l'endroit de ses politiques². Notons par ailleurs que, globalement, le financement des ONG dépend du secteur public à hauteur de 40 % (SustainAbility 2003, 18).

Lors des Sommets, le gouvernement faisait donc face à un choix : soit compter sur ces nouveaux acteurs comme alliés et apprendre à fonctionner de façon multilatérale, soit

² En 2009, l'Agence canadienne de développement international a mis fin à sa collaboration de longue date avec les ONG Alternatives et KAIROS. Toutes deux œuvraient, entre autres, pour les droits des Palestiniens et soutenaient la campagne de boycottage et de désinvestissement menée contre Israël après son offensive – que le Canada avait appuyée – au Liban en 2006.

les écarter et tenter d'étouffer leur voix sur la scène médiatique, sous le regard de la communauté internationale. Au grand dam des ONG, le gouvernement a penché en leur défaveur. De surcroît, dans le cadre du B20, le gouvernement donna une plus grande place à la communauté des affaires en organisant une rencontre entre le premier ministre et les dirigeants de deux entreprises majeures de chaque pays participant. Il a ainsi transféré au secteur privé la marge d'influence traditionnellement réservée à la société civile. Cette situation montre bien à quel point « l'influence des ONG est fonction de l'environnement politique et social dans lequel elles déploient leurs activités » (De Senarclens 2005, 250).

Le gouvernement s'est toutefois gardé d'expliquer la création du CMA comme un geste politique visant à restreindre l'accès de la société civile aux Forums. Citant l'exemple de Copenhague, où la société civile avait littéralement pris d'assaut le centre de presse en occupant les lieux³, le BGS justifiait avant tout la formule choisie d'un point de vue logistique, puisqu'elle réservait plus d'espace aux journalistes professionnels. La seconde raison invoquée était que les ONG ne se qualifient pas en tant que « médias » car certaines voulaient tenir des conférences de presse. En effet, selon la responsable du CMA (une employée du BPM), « la minute que tu demandes une conférence de presse, tu n'es pas média (*sic*) ».

Cette interprétation somme toute classique et communément acceptée du journalisme est tout à fait défendable puisque, de la même façon, les Chambres de commerce ne sont pas invitées à participer pas aux activités de la presse aux côtés des journalistes. Certains commentateurs ont par ailleurs remarqué que la tendance à inviter des membres de groupes de pression aux conférences de presse expliquerait pourquoi on a divulgué moins d'information. Par contre, plusieurs représentants de la société civile ont interprété le refus de rendre publics les critères de sélection des médias comme un moyen pour le BGS d'octroyer arbitrairement les accréditations. Selon cette thèse, l'opacité du système d'accréditation et de répartition des médias entre le CMA et le CIM masquait le caractère politique de la sélection.

³ Des 45 000 personnes ayant obtenu une accréditation, 22 000 relevaient d'ONG. Notons que les installations avaient été conçues pour accueillir 15 000 personnes.

Mais force est de reconnaître que la distinction entre médias professionnels et amateurs est aujourd'hui une tâche difficile. Le professeur de journalisme Samuel Friedman considère que « traiter un amateur comme étant aussi crédible qu'un professionnel, ou récompenser un aspirant avec le titre de journaliste ne fait qu'éroder davantage la ligne entre le matériel brut et le produit fini » (Coyer 1997, 70). Cependant, si on ne considère que les critères classiques pour définir le journalisme (neutralité, équité, etc.), de petits médias locaux se qualifient très bien en tant qu'organisme de presse. C'est ainsi que B-Channel News, un média électronique de Victoria ayant une audience de 45 personnes par jour, a pu obtenir un laissez-passer au CIM alors que des ONG comme le Fonds mondial, qui gère des milliards de dollars en aide publique au développement, ont été reléguées au CMA.

Le cas des médias radicaux est aussi délicat puisque certains disent agir en tant que vigie sociale et respecter une politique journalistique fondée sur la justice et l'équité, mais en adoptant un angle plus critique. Le journal indépendant *The Dominion*, par exemple, un mensuel de gauche social-progressiste ayant un tirage de 10 000 exemplaires, s'est vu cantonné au CMA. Un autre problème avec lequel le BGS a dû jongler est celui des journalistes disposant de plusieurs affiliations, à la fois de médias reconnus et de médias alternatifs. Ce dossier a été particulièrement épineux en raison du processus d'invitation de certains médias alternatifs au CIM.

Quoi qu'il en soit, la place des ONG aux Sommets de 2010 représente un recul majeur pour la société civile, qui a par ailleurs manifesté son indignation quant au traitement qu'elle a reçu⁴. Il est vrai que certaines ONG se sont positionnées en porte-à-faux dès le début, tel OXFAM qui a participé au Sommet des Peuples, « un événement de résistance au programme du G20 ». Par contre, de façon générale, les ONG qui furent à une époque de farouches ennemies de la mondialisation sont maintenant perçues davantage comme des forces en faveur d'une mondialisation axée sur des politiques justes, « mondialisant au passage les droits humains, la justice et la responsabilisation des acteurs » (SustainAbility 2003, 2).

⁴ Dans un communiqué de presse intitulé « No Entry – Canada Limits Civil Society Voices », 12 ONG assimilent le traitement qu'elles ont reçu à une restriction sans précédent des voix critiques et indépendantes lors des Sommets.

Le fait que la plupart des ONG ne s'opposent plus à la mondialisation soulève aussi le besoin de les distinguer de celles qui s'y opposent. En 2005, « le gouvernement du Royaume-Uni a réussi à diviser l'opposition entre les “bons” et les “mauvais” manifestants, et, ce faisant, à neutraliser la voix des ONG les plus critiques » (Sam et Annie 2007, 82). En 2010, la mise sur pied du CMA a plutôt éloigné la société civile des médias activistes étant donné que les ONG étaient confinées au CMA alors que les médias activistes couvraient dans la rue les manifestations et les activités parallèles aux Sommets. Dans les débuts des manifestations contre les institutions internationales, en 1999, ces deux groupes occupaient le même espace et pouvaient s'entraider. La division des voix dissidentes est profitable au gouvernement, car l'échec du front commun de membres de la société civile, des médias alternatifs et des manifestants réduit la marge d'initiative typiquement associée aux manifestations anti-sommets et restreint le pouvoir de diffusion des voix dissidentes.

1.3.1 Accès aux journalistes

Depuis toujours déçues de la couverture dont elles bénéficiaient dans les médias classiques, plusieurs ONG ont lancé leurs propres médias au fil des années, sous la forme de magazines, brochures, sites Internet ou blogs. Conscientes que cela ne revenait souvent qu'à prêcher aux convertis, ces ONG tentent encore aujourd'hui d'attirer l'attention des médias conventionnels et des agences de presse internationales pour diffuser leur message à un vaste public. Voilà pourquoi aux Sommets de 2010, l'enjeu principal pour les ONG — comme pour le gouvernement — consistait à influencer sur le message qui sortirait du CIM.

Un système de laissez-passer fut mis en place pour contrôler les allées et venues entre le CMA et le CIM tout en laissant les journalistes inviter les représentants de la société civile. Ces derniers avaient la possibilité de demander un laissez-passer (pour une seule personne) lorsqu'ils recevaient une invitation de la part d'un média du CIM. Mais la logistique du système était telle qu'elle décourageait les médias de s'en servir⁵.

⁵ Le représentant de l'organe de presse devait se rendre au comptoir d'information pour ensuite aller attendre l'invité au bureau d'accréditation, de l'autre côté de la rue. L'invité était alors escorté au bureau

Cette complexité et les ratés qui s'y ajoutèrent rendaient la démarche peu attrayante pour les médias qui, par la nature constamment changeante de leur travail, ne pouvaient se permettre autant de planification et de ressources pour un seul invité. En rétrospective, on l'a perçue comme un stratagème de la part du gouvernement pour ne pas se faire accuser d'empêcher les contacts entre représentants de la société civile et journalistes.

Autre option pour attirer l'attention médiatique : organiser des conférences de presse dans l'édifice du CMA et y convier les journalistes. Les nombreuses salles disponibles au Centre Allstream, qui abritait le CMA, auraient permis de tenir plusieurs conférences de presse simultanément et un espace avait été réservé à cette fin dans le CMA. Sauf que les ONG qui en ont fait la demande ont soit essuyé un refus de la part du BGS, soit reçu une offre de louer des salles à des prix variant entre 900 \$ et 1 500 \$. Quelques-unes ont finalement pu mettre sur pied des conférences de presse, même si elles ne réussissaient à convier les journalistes du CIM que quelques heures avant l'événement par l'entremise du système d'information interne (canal d'information). Cela ne laissait malheureusement pas assez de temps pour que les médias télévisuels installent leurs caméras ainsi que l'éclairage, que n'offrait pas le CMA.

Quoi qu'il en soit, même si le BGS avait été plus coopératif, les chaînes de télévision n'auraient pas pu tourner en direct à partir du CMA puisque le câblage nécessaire n'était pas installé. L'absence de service pour la production télévisuelle a donc été un irritant majeur pour la société civile. Notons que la majeure partie du budget du CIM – comme c'est le cas de tout autre centre de presse — était consacrée à la production télévisuelle.

Une troisième façon pour les ONG de diffuser leur message : distribuer leurs communiqués de presse au CIM. Or, cette option était exclue car seuls les

de la GRC, où il était soumis à une vérification des antécédents qui durait environ deux heures, puis amené au bureau d'accréditation où le média l'attendait.

communiqués officiels du gouvernement et ceux des organismes affiliés étaient distribués à ce centre.

1.3.2 Accès à l'information

Le CMA donnait un accès à l'information officielle semblable à ce qu'offrait le CIM, c'est-à-dire qu'on pouvait y trouver les communiqués de presse officiels ainsi que se brancher au signal télévisuel du diffuseur hôte. Par contre, un seul des quatre canaux du diffuseur hôte était accessible au CMA, celui qui diffusait les événements jugés les plus importants par le BGS et le BPM.

Par ailleurs, le comité d'experts (*think tank*) du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI)⁶ avait, pour l'occasion, créé une plateforme où la société civile pouvait aller puiser de l'information contextuelle, consulter des experts sur plusieurs dossiers et partager des idées. Ce comité, financé par le gouvernement mais se disant neutre sur l'échiquier politique, a de l'avis général été peu utile à la société civile.

Les séances d'information offertes par les représentants des délégations à la presse nationale ou internationale se tenaient dans le CIM ou dans l'édifice où se déroulait la rencontre des chefs d'État. Les délégations avaient alors la liberté de convier les médias de leur choix aux salles de presse du CIM ou d'organiser des convois de journalistes en « groupes restreints ». L'horaire pour ces groupes restreints était affiché sur le canal d'information, très rarement accessible au CMA; d'où la difficulté pour les ONG de planifier leurs conférences de presse.

En somme, si les ONG ont quand même réussi à diffuser leur message lors des Sommets de 2010, leur influence médiatique a été moindre qu'aux sommets précédents ou à Copenhague en décembre 2009. Elles ont publié des communiqués critiquant sévèrement le traitement auquel elles ont eu droit et même qualifié la

⁶ Ce comité d'experts traite des enjeux liés à la gouvernance internationale. Il a pour mandat, entre autres, de créer des réseaux, de favoriser le débat public et de générer des idées pour l'amélioration de la gouvernance multilatérale.

manœuvre gouvernementale d'« apartheid des médias », faisant valoir qu'elles avaient été beaucoup mieux traitées au G8 de 2006, en Russie. Par ailleurs, selon la responsable du CMA, la présence de la société civile au CIM était en grande partie attribuable à une erreur d'accréditation des journalistes de Rabble, un site de nouvelles et de blogues progressiste. Rabble avait réussi à inviter directement quelques représentants d'ONG en utilisant le système officiel de laissez-passer. Pour les prochains sommets, il sera intéressant d'observer le traitement que les pays membres du G8 et du G20 réserveront à la société civile, et de voir si les percées effectuées au cours des dernières années seront préservées.

2. Organisation du Centre des médias alternatifs et activistes

On reproche souvent aux médias alternatifs ou électroniques de rediffuser ou d'adapter le matériel des médias conventionnels et de produire peu d'information. Mais depuis la rencontre de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle, en 1999, il existe un réseau international de presse qui produit un contenu original, selon un mode d'organisation tout à fait novateur. Ce réseau, appelé Indymedia, a inspiré l'établissement du Centre des médias activistes de Toronto à l'occasion des Sommets.

2.1 Les médias alternatifs

Qu'ils prennent la forme de blogue, journal, site Internet, brochure, magazine, graffiti, radio étudiante ou vidéoblogue, les médias alternatifs offrent une autre perspective sur la société que les médias conventionnels, sans toutefois s'opposer carrément aux approches dominantes (*mainstream*). Intégrés dans la famille des médias alternatifs, les médias activistes sont plus radicaux politiquement et encouragent le lecteur ou l'auditeur à s'impliquer activement dans les changements sociaux.

Pour les médias activistes, l'opposition au courant dominant est au cœur d'une idéologie et d'une vision alternatives de la société. Il s'agit, selon eux, d'une prémisse nécessaire pour donner une voix aux marginaux sociaux et politiques. D'après ce courant de pensée, les médias de masse sont « encarcenés » dans la bureaucratie et les intérêts commerciaux, d'où leur manque d'accessibilité et de participation

citoyenne. Ils produisent inévitablement une information biaisée dont les racines plongent dans le système de libre-marché et par conséquent, « il est peu probable pour ces médias de produire des nouvelles qui remettent en question l'éthique, les pratiques ou les intérêts de leurs annonceurs ou de leurs propriétaires corporatifs » (Coyer 2007, 70). Les médias activistes font d'ailleurs peu confiance aux médias de masse; ils citent des cas de manipulation par l'État ou le monde des affaires, dont l'incident de 2005 à Gleneagles où, se basant sur une information fournie par la police, les médias écossais avaient annoncé que la marche d'opposition au G8 avait été annulée, ce qui en avait considérablement réduit le taux de participation.

Le traitement des nouvelles par les médias activistes repose sur une orientation politique passionnée. Bien que cette approche ne soit pas valorisée dans la vision classique du journalisme, elle pourrait représenter un rôle important des médias. Signalons à cet égard que Bernard Cohen a développé une typologie des rôles journalistiques en fonction de l'orientation neutre ou participative privilégiée par les journalistes (Patterson 1998, 27). Quant à David Weaver et G. Cleveland Wilhoit, ils proposent une typologie comprenant trois rôles, soit celui d'interprète, de diffuseur et d'adversaire (ibid.). Selon ces deux visions, nous pouvons considérer les journalistes activistes comme des participants (Cohen) et des adversaires (Weaver et Wilhoit). Notons toutefois que ce type de journalisme peut défavoriser ses artisans, comme le rapporte une organisatrice du centre de Gleneagles :

« If we want Indymedia as a source of "passionate and subjective telling of the truth", we need to take a step back and not send every story out the moment it comes in, not about a child hurt in Stirling, not about exaggerated numbers. I don't want a timeline or a feature where people look at it and say: "Oh, that's Indymedia. Only half of it is probably true. » (Clara 2005)

2.2 Historique des médias activistes dans le contexte international

On dit du journalisme radical qu'il est aussi vieux que la presse écrite. En 1776, Thomas Paine a aidé à fomenter la Révolution américaine en distribuant des pamphlets préconisant l'indépendance par rapport à la Grande-Bretagne (Coyer 2007, 69). Plus récemment, la lutte des Zapatistes pour le contrôle de la région du Chiapas, au Mexique, a fait l'objet d'une des premières campagnes médiatiques passant massivement par Internet. Cette initiative a valu au réseau une réputation « d'arène d'inclusion radicale » (Ford et Gil 2001, 220) et marqué la première utilisation réussie d'Internet en vue de mondialiser une lutte locale. Cette campagne a fait connaître les possibilités de communication d'Internet et mis en valeur une forme plus anarchiste de communication alternative.

Depuis, beaucoup de développements sont intervenus dans le domaine technologique, le plus important étant l'avènement des logiciels libres. Le fait qu'il soit aujourd'hui possible de faire gratuitement du montage, de l'édition et du graphisme avec un simple ordinateur personnel facilite, grâce aux logiciels libres, la production, la diffusion et le partage d'informations alternatives. À titre d'exemple, les logiciels utilisés aux centres de presse activistes depuis la manifestation de Seattle étaient tous basés sur le principe du logiciel libre, transmis d'organisation en organisation et amélioré année après année (Coyer 2007, 70). Ajoutons que les prix plus accessibles de l'équipement électronique portatif (appareils photo, ordinateurs portables, enregistreurs numériques, téléphones cellulaires, etc.) jouent en faveur des médias activistes.

Un autre phénomène digne de mention est la multiplication des blogues, qui ont pris de l'ampleur dans la dernière décennie. Ce mouvement, qui applique souvent les principes du reportage activiste mais à l'échelle individuelle, est par contre beaucoup moins populaire au Canada qu'aux États-Unis. Les blogues canadiens sont souvent associés aux médias conventionnels et écrits par les mêmes journalistes, les blogues indépendants attirant quant à eux une audience restreinte. Notons que l'attrait et la pertinence des blogues se révèlent souvent lors de conflits, alors que les blogueurs locaux peuvent mettre à profit leurs avantages par rapport aux autres médias, dont

l'accès à l'information, l'anonymat dont ils jouissent et la liberté d'expression reconnue à tous.

Au début des années 2000, le mouvement altermondialiste donna naissance au réseau Indymedia en réponse à la seconde déclaration de La Realidad de 1997, dans laquelle les Zapatistes proposaient la création d'un réseau intercontinental de communication alternative⁷ (Coyer 2007, 79). Ce réseau autogéré ayant pour slogan « Ne détestez pas les médias, devenez un média » a été créé pour combattre la mondialisation néolibérale, en réaction à ce qui était perçu comme un « refus des médias de masse de couvrir adéquatement les raisons pour lesquelles les gens manifestaient et les événements ayant lieu dans les manifestations » (Sam et Annie 2007, 81), notamment la répression policière.

Le réseau compte aujourd'hui plus de 150 centres indépendants dans environ 60 pays, et il produit des nouvelles sur une multitude de sujets. C'est généralement autour de ces centres que s'organise la couverture médiatique de la résistance aux sommets internationaux.

2.3 Le Centre des médias activistes de Toronto

Le Centre des médias activistes installé à Toronto pour la tenue des Sommets de 2010 était calqué sur le mode d'organisation d'Indymedia⁸. Établi dans un garage à proximité du centre-ville et converti en salle de travail, il abritait quelques tables et offrait une connexion Internet sans fil. Les journalistes ou citoyens désirant apporter du contenu pouvaient charger des fichiers sur le serveur du Centre, en référençant le matériel selon certaines normes. L'information était par la suite évaluée et traitée par l'équipe de rédaction avant d'être transmise aux traducteurs et enfin aux éditorialistes responsables de la publication finale sur le site Web. Les personnes accréditées par le centre de presse avaient accès à une plateforme de travail (wiki) où se retrouvaient les informations non confirmées et les nouvelles en attente de traitement.

⁷ Plusieurs médias activistes alimentent aussi le réseau OURMedia, une association qui vise à faciliter le dialogue entre les universitaires, les politiciens et les praticiens des médias citoyens (<http://ourmedianetwork.org/?q=node>).

⁸ On peut visiter le site Internet du Centre des médias activistes à l'adresse suivante : <http://2010.mediacoop.ca/>.

Le site, qui proposait une compilation de vidéos, de photos et de nouvelles, utilisait intelligemment les nouveaux médias et les outils technologiques, mettant à profit YouTube, Twitter, Flickr et Google Maps. À partir d'une seule page Web, l'internaute avait accès à toutes les nouvelles, vidéos et photos parues dans les sites sociaux et qui incluaient le terme #g20report. Par exemple, marquer une vidéo avec ce terme sur YouTube avait pour effet de l'ajouter directement sur le site des activistes.

Le Centre des médias activistes pouvait compter sur les services de 60 journalistes et bénévoles provenant de tous les horizons. Certaines tâches ne requérant pas la connaissance du milieu pouvaient aussi être déléguées à un réseau international d'activistes possédant différentes expertises techniques et journalistiques. Enfin, une équipe d'experts juridiques était disponible pour vérifier les contenus qui pourraient faire incriminer les manifestants.

Les médias activistes se trouvent confrontés à un dilemme : chercher à pénétrer les médias de masse en adaptant leur message, au risque d'affaiblir leur cause, ou conserver la pureté politique et accepter de n'attirer qu'une audience limitée. La plupart des médias activistes optent pour le second choix, et les médias de masse ne sont généralement pas admis aux centres Indymedia, comme ce fut le cas au Centre des médias activistes de Toronto. La stratégie de diffusion du Centre a plutôt été de convier les médias conventionnels à une conférence de presse, en espérant que la diffusion de l'adresse de son site Web allait attirer davantage d'audience.

L'interdiction d'accès aux médias de masse remonte à la lutte des Zapatistes, qui ne leur accordaient aucune entrevue. Au cours des Sommets précédents, certains notèrent aussi que les médias de masse n'utilisaient les centres Indymedia que pour connaître l'endroit où ils pourraient filmer des scènes de violence. Le débat avait par contre toujours cours au Centre de Toronto, alors que certains activistes étaient prêts à vendre leur matériel aux médias conventionnels, car la population pourrait ainsi bénéficier d'un point de vue alternatif. Il est vrai que les médias de masse sont parfois coupés ou éloignés des manifestations pour des raisons de sécurité, avec la police comme seule source d'information.

Les règles d'éthique du Centre de Toronto étaient inspirées de la charte d'Indymedia, selon laquelle le Centre doit être ouvert à tous ceux qui veulent produire du matériel « de la base » (*grassroots*) et les événements rapportés doivent être confirmés par plusieurs sources. La charte stipule que les journalistes doivent rendre des comptes à la collectivité, susciter un dialogue et un mouvement social et souscrire à une culture journalistique d'indépendance, tout en évitant de participer à l'escalade de la violence. Lors de la première rencontre de presse au Centre de Toronto, plusieurs journalistes activistes ont insisté pour que la couverture inclue les activités et les discours politiques de la résistance, et non pas uniquement les histoires de brutalité policière.

2.4 La pertinence d'un centre de médias activistes

On est en droit de se demander s'il est toujours pertinent de mettre en place un centre de médias activistes. L'examen de l'audience touchée par le site Internet, qui constituait le principal moyen de diffusion du Centre de Toronto, ainsi que l'analyse de son apport qualitatif aux débats concernant les Sommets permettent d'évaluer cette question.

Des groupes de presse activistes ont déjà attiré une forte audience par le passé — qu'on pense aux manifestations de 2005 ayant mené au changement de gouvernement en Équateur, qui tiraient une grande partie de leur force de la station Radio Luna, ou du journal dans lequel les Zapatistes publiaient leurs revendications, *La Jornada*. Au plus fort de la lutte zapatiste, en 1994, ce journal a atteint un tirage de plus de 200 000 exemplaires (Levario, 2003). Ces deux cas confirment une condition *sine qua non* : les médias activistes doivent être porteurs de revendications qui coïncident avec des préoccupations majeures de la population pour bénéficier d'une large audience. En 2005, lorsque la police arriva à la station Radio Luna pour la fermer, elle fit face à un énorme bouclier humain (Atton 2007, 80). À titre de comparaison, les descentes et les arrestations dans les centres Indymedia lors de sommets internationaux passent presque inaperçues.

La lutte altermondialiste a connu de meilleurs jours. Au G8 de 2005, alors que le cri de ralliement était « Le monde entier nous regarde », le site Internet d'Indymedia a obtenu

1,5 million de clics le jour de la manifestation (Sam et Annie 2007, 78), tandis que lors de la manifestation de 2010, le site de Toronto n'a reçu guère plus de 30 000 visiteurs — avec si peu d'audience, la dynamique est complètement différente. Un organisateur du Centre Indymedia de Pittsburgh, qui a couvert le G20 en 2009, expliquait ainsi le déclin de la popularité des sites Indymedia dans l'espace wiki du centre :

« By the close of the last decade, Indymedia became less of a tactically needed component of organizing, and as such, our numbers dwindled and we have had to work harder to get content and be interesting or relevant. Social media, Facebook, smart phones, Twitter, Youtube, Flickr, and whatnot hit the scene, and all of a sudden, Indymedia lost the monopoly that we used to enjoy in the radical left spaces that we operate in. » (DanielP⁹ 2010)

Une des façons imaginées par les organisateurs pour pallier cette difficulté a été d'insérer du contenu provenant des médias sociaux afin de faire converger l'information sur le site d'Indymedia, stratégie qui a été reprise par le groupe de Toronto. Reste que, selon l'auteur de *The Alternative Press: The Development of Underdevelopment*¹⁰, les principes anticommerciaux et antimanagerialistes de la presse alternative la condamnent à « une existence tellement marginale qu'elle en devient non pertinente ». Selon lui, « en suivant ces principes, la presse alternative ne pourra jamais sortir de son ghetto » (Atton 2002, 34). Il est vrai qu'au Québec, les deux plus grands journaux activistes, *Alternatives* et *Le Mouton Noir*, sont constamment en difficultés financières et à la merci des subventions de l'État.

Malgré la faible audience du site Internet, certains observateurs soulignent qu'il est important d'y maintenir une présence constante, dans l'attente d'une meilleure conjoncture :

⁹ Dans la presse alternative, il est courant que les auteurs utilisent des pseudonymes pour protéger leurs intérêts professionnels.

¹⁰ L'auteur utilise le pseudonyme « Comedia ».

« When voices of dissent catch the wave of a mass change in consciousness (such as the period between 1967 and 1973) they are capable of transforming speech into action. Indeed, their organising functions become a major part of the reason for their existence. » (Phillips 2007, 47)

En fin de compte, la faible diffusion du Centre de Toronto ne tenait peut-être pas au manque de moyens techniques et financiers – il fonctionnait avec à peine moins de moyens que celui de 2005, qui avait coûté 3 500 £ (livres anglaises). Peut-être cette voix ne reflétait-elle pas les préoccupations contemporaines ? On peut par ailleurs envisager que les 30 000 visiteurs du site, le jour de la manifestation, étaient en majorité des personnes déjà converties aux causes en question. En guise de consolation, notons que le site du centre a attiré une audience deux fois plus grande que le site officiel du G20 au plus fort de son achalandage.

L'information transmise par le Centre des médias activistes concernait largement la répression et les tactiques policières, mais des renseignements et des points de vue alternatifs ont émergé au fil de la couverture médiatique, que ce soit sur la forme que pourrait prendre le G20, les enjeux dont devaient discuter les chefs d'État ou les critiques et analyses des résultats de la rencontre.

Cette façon de faire conviendrait-elle mieux à la société civile, qui, depuis quelques années, préfère fréquenter les centres de presse officiels ? Il est certain que la présence de la société civile pourrait redonner au mouvement de résistance l'initiative et la vigueur qu'il a perdues. Ensemble, il y a fort à parier que la société civile et les médias alternatifs pourraient créer un mouvement d'intérêt pour la couverture médiatique alternative, sous une perspective activiste et passionnée qui dépasse le processus conventionnel d'information. La société civile a par contre fait le choix de coopérer avec les institutions en place en essayant d'influencer l'ordre du jour néolibéral, probablement à leur plus grand avantage. Et comme il y a fort à parier que les médias de masse occuperont pendant encore quelque temps la plus grande part du marché médiatique, la société civile a tout intérêt à continuer de faire passer son message au centre de presse officiel lors des événements internationaux.

Conclusion

Les Sommets de 2010 ont marqué une nette détérioration du traitement de la société civile, principalement en restreignant l'accès de ses représentants aux journalistes et à l'information. Ce traitement a été d'autant plus révélateur des orientations du gouvernement que ce dernier a accordé une place de choix au secteur privé, en invitant plus de 40 dirigeants d'entreprises stratégiques à un forum de discussion sur l'économie. Le rôle de consultant non gouvernemental, qui depuis quelques années était réservé à la société civile, a cette fois-ci été octroyé au secteur privé.

L'approche officielle n'a pas pris en compte la plus grande légitimité qu'on accorde aujourd'hui à la société civile et son importance nouvelle dans le processus de gouvernance internationale. Il s'agit donc d'un revers important pour les ONG. Il sera intéressant de voir quelle approche les prochains sommets retiendront. Nous pouvons entre-temps affirmer que le débat concernant la place à attribuer à la société civile est plus que jamais d'actualité, surtout après l'expérience canadienne de 2010.

Déçues du traitement officiel qu'elles ont reçu, les ONG n'auraient-elles pas intérêt à joindre les rangs des activistes et à réintégrer les centres Indymedia ? Les médias activistes seraient-ils prêts à collaborer ainsi avec les ONG ? Le mode de fonctionnement des centres Indymedia conviendrait très bien aux ONG puisqu'ils utilisent de façon très pertinente les nouvelles technologies, ce qui permet d'établir une relation de proximité entre les auteurs et le public. Le message que les ONG veulent transmettre s'apparente aussi à celui des activistes dans la forme, laquelle permet de dépasser le processus de l'information pour entrer dans la sphère de l'activisme. Or, les ONG ont aujourd'hui abandonné la lutte altermondialiste en faisant le pari qu'elles peuvent influencer le programme politique et ainsi mondialiser les droits humains, la justice et la reddition de comptes des acteurs de la scène internationale. L'utilisation des centres de presse officiels lors d'événements internationaux sert donc doublement leurs intérêts, en leur permettant de se dissocier des groupes altermondialistes et d'avoir un meilleur accès aux médias de masse.

Malgré la chute de popularité des centres Indymedia et des publications activistes lors des sommets internationaux, on peut affirmer qu'ils conservent toujours leur pertinence, ne serait-ce qu'en tant que structure de contestation du pouvoir.

En somme, malgré les critiques provenant de la société civile, la couverture négative des médias alternatifs et certains gestes gouvernementaux dénués de toute forme de transparence, il est clair que le gouvernement a gagné son pari. Sa gestion de l'information et des acteurs alternatifs a servi à contrôler le produit médiatique de façon à assurer une couverture plutôt positive des résultats des Sommets.

Bibliographie

Atton, Chris. 2007. *Alternative media in practice*, Coyer, Kate (éd.) The Alternative Media Handbook, Routledge, New York.

Atton, Chris. 2002. *Alternative Media*, Sage, Londres.

Bailey, Olga Guedes et al. 2008. *Understanding Alternative Media*, Open University Press, New York.

Braithwaite, J. et Drahos P. 1999. *Global Business Regulation*, Cambridge University Press, Cambridge.

Cammaerts et Carpentier. 2007. *Reclaiming the Media*, Intellect, Bristol.

CCSS, 1999. Center for Civil Society Studies, John Hopkins University. *Global Civil Society – Dimensions of the Non-profit Sector*, John Hopkins, Baltimore.

Coyer, Kate. 2007. *The Alternative Media Handbook*, Routledge, New York.

De Senarclens, Pierre. 2005 *La mondialisation – Théories, enjeux et débats*, 4^e édition, Dalloz, Paris.

Ford et Gil. 2001. *Radical Internet Use, Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*, Sage, Thousand Oaks.

Keohane, Robert O. et Joseph S. Nye Jr. 2000. *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, 3e édition, Longman, New York.

Kettl, Donald F. 2000. *The Transformation of Governance: Globalization, Devolution, and the Role of Government*, Public Administration Review, Vol. 60, No. 6 (Nov, Déc, 2000).

Patterson, Thomas E. 1998. *Political Roles of the Journalist*, Graber, Doris (éd.) *The Politics of News – The News of Politics*, CQ Press, Washington, D.C.

Phillips, Angela. 2007. *The alternative press*, Coyer, Kate (éd.) *The Alternative Media Handbook*, Routledge, New York.

Salamon, Lester et al. 2007. *Measuring Civil Society and Volunteering: Initial Findings from Implementation of the UN Handbook on Nonprofit Institutions*. Johns Hopkins Center for Civil Society Studies, Working Paper No. 23, Baltimore.

Sam et Annie. 2007. *Indymedia and the politics of participation – Reporting the G8 in Scotland*, Coyer, Kate (éd.) *The Alternative Media Handbook*, Routledge, New York.

Waltz, Mitzi. 2005. *Alternative and Activist Media*, Edinburgh University Press, Edinburgh.

Williams, David G. 1996. *Governance and the Discipline of development*, The European Journal of Development Research, Vol 8, No. 2.

World Bank. 1994. *Governance: The World Bank's Experience*, World Bank, Washington, DC.

Youngs, Richard. 2004. *Civil Society and Democracy Promotion*, International Democracy in the West, Oxford University Press, Oxford.

En ligne

Civil G8. 2006. *Ella Pamfilova - Expert Opinion*, <http://en.civilg8.ru/summit/2087.php> (consulté le 12 décembre 2010).

Section 1.01 Clara. 2005. Indymedia Dispatch. Hello? *Wiki Indymedia Écosse*, <http://docs.indymedia.org/view/Local/ImcUkG8Dispatch> (consulté le 3 août 2010).

Daniel P. 2010. *Allied Media Conference - Presentation Script*, *Wiki Indymedia Pittsburgh*, <https://wiki.indypgh.org/cgi-bin/twiki/view/Main/AlliedMediaConferencePresentationScript> (consulté le 28 juillet 2010).

Levario Turcott, Marco. 2003. "Sí, crisis en La Jornada", *Etcétera*, <http://web.archive.org/web/20060420213638/www.etcetera.com.mx/pag02ne31.asp> (consulté le 12 décembre 2010).

Hall-Jones, Peter. 2006. *The Rise of NGOs*, *Public Services International*, <http://www.world-psi.org/> (consulté le 18 juillet 2010).

SustainAbility. 2003. *The 21st Century NGO: In the Market for Change*. *SustainAbility*, <http://www.sustainability.com/insight/research/article.asp?id=51> (consulté le 18 juillet 2010).



Le *Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation* a été créé en 2004 par une entente de partenariat entre le Ministère des Relations internationales et l'ENAP. Le Laboratoire est un lieu de veille et d'analyse consacré à l'étude des effets de la mondialisation sur le rôle de l'État et sur les politiques publiques au Québec et sur les enjeux d'ordre culturel, économique, environnemental, de santé, d'éducation et de sécurité.

**Relations
internationales**

Québec 

Directeur : Paul-André Comeau

Renseignements :

Karine Plamondon, technicienne en administration et information

Téléphone : (418) 641-3000 poste 6864

leppm@enap.ca

Les publications du Laboratoire peuvent être consultées sur le site internet :
www.leppm.enap.ca

Pour citer ce document :

Jean, Louis. 2011. Société civile et médias alternatifs aux Sommets du G8 - G20 de 2010 à Toronto. *Cahier de recherche*, Vol. IV, n° 1, mars, Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation, Québec.